

UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT

Trade and Development Board, sixtieth session
Geneva, 16–27 September 2013

Plenary on Items 4 and 8:
**Interdependence: Towards new patterns in global growth
and
Development strategies in a globalized world: Growing
domestic and regional demand for balanced and sustainable
growth**

**Speaker: Division on Globalization and
Development Strategies, UNCTAD**

Tuesday, 17 September 2013

*Not checked against delivery **

* This statement is made available in the language and form in which it was received. The views expressed are those of the author and do not necessarily reflect the views of UNCTAD.

Remarques préliminaires sur les Items 4 et 8
Conseil sur le Commerce et le Développement, 17 septembre 2013

Alfredo Calcagno, OiC DGDS

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Nous abordons à présent les items 4 et 8, Interdépendance et Stratégies de développement dans la mondialisation. Les sujets proposés pour la discussion dans ces deux séances qui auront lieu cet après-midi et demain matin sont intimement liés entre eux. Sous l’item 4, Interdépendance, nous sommes invités à examiner les nouveaux régimes de croissance qui se dessinent suite à la crise économique et financière mondiale; et dans l’item 8, il sera question du rôle croissant de la demande interne et régionale pour la mise en place d’une croissance équilibrée et soutenable.

Il s’agit donc de deux moments d’une même réflexion: dans un premier moment, on examinera les tendances économiques actuelles en les situant dans une perspective de moyen et long terme; ceci nous permettra de nous interroger sur la nature de la crise et son impact sur les stratégies de croissance que peuvent suivre les différents groupes de pays. En un deuxième temps, dans la mesure où il s’avère que le retour au régime de croissance de pré-crise n’est ni souhaitable ni possible (parce que fondé sur des bulles financières et de profonds déséquilibres internes et externes des principales économies) il faut s’interroger sur les facteurs qui peuvent structurer un nouveau régime de croissance qui dépasse les problèmes de celui qui a fait crise.

Dans cette perspective, nous observerons que la demande interne et régionale occupe une place grandissante dans les facteurs de croissance de la plupart des pays, et nous vous inviterons à analyser les mesures de politique économique et sociale qui sont à même de consolider ce processus. Un facteur essentiel pour le succès de ce type de politique est sa dimension régionale et internationale, car des initiatives isolées ne suffiraient pas à enclencher une récupération soutenue de la croissance mondiale, et les pays qui s’y engageraient seraient plus vulnérables aux déséquilibres dans la balance des paiements.

Le point de départ de cette problématique est la crise qui éclata dans les économies les plus avancées. Son impact quasiment instantané sur toutes les régions du globe mit en évidence l'étendue et la profondeur de l'interdépendance économique entre elles. Il est vrai que les performances économiques ultérieures ont montré une meilleure tenue des économies en développement et en transition que dans les économies développées, grâce entre autres raisons à l'espace de politique que les premières ont su utiliser pour mettre en place des politiques contre-cycliques. Ceci a suscité des attentes d'un « découplage » entre les économies développées et en développement, par lequel les pays en développement pourraient revenir aux taux de croissance d'avant-crise même si les pays développés n'y réussissaient pas.

Les performances de 2010 et 2011 pouvaient alimenter ces espoirs, mais assez vite les politiques contre-cycliques ont atteint leurs limites, ne pouvant par elles-mêmes compenser le manque de dynamisme du commerce extérieur et l'instabilité des finances internationales qui affectent nombre de pays en développement et en transition. C'est ainsi que ces deux dernières années, depuis la fin 2011, ont montré un ralentissement assez général des taux de croissance dans les régions en développement et en transition: ces économies sont passées de taux de croissance proches de 7% en moyenne entre 2004 et 2007 à 4,5% pour les pays en développement et un peu moins de 3% pour les économies en transition en 2012-2013.

Ce ralentissement et des résultats un peu meilleurs (ou un peu moins mauvais) que prévu dans certains pays développés au deuxième trimestre 2013 ont suffi pour que certains analystes déclarent que la crise dans les pays du Nord était finie et que les problèmes économiques mondiaux avaient migré vers le Sud.

Autant la thèse du découplage nous semblait trop optimiste pour les pays en voie de développement, autant ces évaluations récentes nous paraissent trop optimistes pour les pays développés, parce qu'il semblerait que ceux-ci ont déjà résolu tous les problèmes, dont certains sont structurels, qui ont mené à la crise. C'est une idée similaire qui a fait proclamer en 2010 que les "pousses vertes" de la récupération étaient déjà présentes et que le problème n'était plus le manque de croissance mais la dette publique. Cette erreur de diagnostic mena à l'arrêt prématuré des politiques de soutien de la demande dans les pays développés et à la généralisation des politiques d'austérité fiscale qui ont considérablement

refroidi toute récupération. Il importe donc de placer les mouvements conjoncturels dans une perspective de moyen et long terme qui nous permette de mieux les comprendre. C'est cette mise en perspective qu'a essayé de faire le Rapport sur le Commerce et le Développement de cette année.

La conclusion principale que nous présentons à l'attention des délégués est qu'il s'agit là d'une crise structurelle, ou systémique, qui ne résulte pas d'un accident de parcours dans le cadre d'une économie globale dont les fondements restent sains et vigoureux, mais bien d'une rupture qui dévoile des problèmes essentiels dans le fonctionnement du système économique; une rupture donc après laquelle on ne peut pas revenir au régime de croissance d'avant-crise. Je désigne par là non seulement les taux de croissance élevés d'avant crise, mais surtout la logique économique qui les soutenaient.

S'agissant d'une crise structurelle, les mécanismes autorégulateurs des marchés ne peuvent la résoudre. Des réformes structurelles conduites par un processus politique s'imposent; encore faut-il définir lesquelles. Celles-ci dépendront bien évidemment de la nature des problèmes structurels, qui sera discutée cet après-midi.

Un aspect important de cette rupture apportée par la crise est que désormais les pays en développement ne peuvent plus compter sur quelques économies développées fonctionnant comme des "consommateurs de dernier ressort" autour desquels elles avaient pu structurer avant la crise des stratégies de croissance tirée par les exportations. Les pays développés ne vont pas disparaître non plus; ils continuent de représenter près de 60% du produit mondial et restent des marchés importants. Mais ils n'expliquent plus l'essentiel de la croissance économique mondiale comme c'était le cas il y a encore une décennie, et leurs importations stagnent à des niveaux inférieurs à ceux d'avant-crise.

Se pose donc pour les pays en développement et en transition la question de quel sera le moteur de la croissance du côté de la demande. En particulier, est-ce que les marchés internes et régionaux des pays en développement et le commerce Sud-Sud peuvent constituer des facteurs de croissance supplémentaire afin de maintenir une croissance soutenue et induire un processus de développement sur le long terme? Il y a là une question d'échelle. Or, la taille relative des différents groupes de pays est en train de changer très rapidement: les régions en

développement et en transition généraient à peine 23% de l'output mondial (en dollars courants) en 2000; elles en expliquent 40% en 2012. Dans une perspective historique, c'est un changement spectaculaire, et qui continue. Depuis le début de la crise, l'essentiel de la croissance mondiale a lieu dans les économies en développement : celles-ci expliquent environ 80 pour cent entre 2008 et 2012, encore près des deux tiers de la croissance globale en 2013. Une croissance globale, cependant, autour de 2 pour cent, c'est-à-dire inférieure de moitié à celle de 2004-2007.

Nous examinerons donc demain, sous l'item 8, de l'importance grandissante des marchés internes et régionaux et de leur potentialité à fournir les fondements à une croissance soutenue et équilibrée. Je voudrais faire trois remarques à ce sujet. La première est que le mot "équilibrée" est essentiel dans l'approche que nous proposons. Il ne s'agit pas, de notre point de vue, de substituer une approche excessivement dépendante des exportations aux pays développés par une autre qui délaisserait les exportations. Bien au contraire, nous pensons qu'il importe de combiner les marchés internes et externes dans une politique de croissance inclusive, et que les politiques d'expansion des marchés internes mènent naturellement à une croissance du commerce entre des partenaires qui, en augmentant leur demande, s'offrent aussi mutuellement des débouchés externes

La deuxième remarque est que ces politiques d'expansion de la demande ont des résultats économiques très différents en fonction de la composition de cette demande, entre consommation et investissement, consommation publique et privée, et encore en fonction de la composition de cette consommation privée entre les groupes de revenus bas, moyens ou hauts. Il ne suffit pas de dire que la demande interne et régionale aura une plus grande place dans les stratégies de développement: les aspects sociaux et de répartition des revenus sont essentiels pour définir la stratégie de développement.

La dernière remarque que je voulais faire ici est que la problématique du rôle de la demande interne est aussi valable pour les pays développés. En fait, la CNUCED n'a cessé de répéter ces dernières années, dans différents documents comme ce Rapport sur le Commerce et le Développement et dans les groupes techniques du G-20 auxquels elle participe, que la croissance est entravée dans les pays riches non pas par la dette publique, mais par un déficit de demande interne. Que rechercher à reprendre la croissance par les exportations n'est pas

viable si tous les principaux partenaires commerciaux cherchent à accroître la compétitivité en même temps (ce qui est impossible: si un pays gagne en compétitivité c'est parce que quelqu'un d'autre en perd) et en particulier s'ils cherchent le faire en comprimant les salaires, parce que alors ils s'enlèvent des marchés mutuellement. L'encouragement coordonné, simultanée des marchés internes sont donc nécessaires aussi dans les pays développés, et encore une fois, ceci ne veut pas dire que cela ira au détriment du commerce international, bien au contraire.

Nous voyons donc que dans un monde mondialisé (veuillez excuser la redondance) interdépendance et stratégies de développement sont deux aspects du même processus, et c'est avec cette approche que nous vous invitons à délibérer sur les items qui leur sont consacrés.